



DIALOGUE 4

NOTE DE CADRAGE FUM7

DES MODES DE FINANCEMENT INNOVANTS POUR LES COLLECTIVITES LOCALES

UN HABITAT
FOR A BETTER URBAN FUTURE

Objectifs du dialogue

Le thème du FUM7 – Aménagement urbain équitable – Des villes pour vivre – place l'équité au centre de l'aménagement urbain. Cela garantit que chaque citoyen va avoir un accès équitable aux biens publics, aux services de base et aux débouchés et perspectives propres au milieu urbain. On ne peut atteindre ce but que si les villes sont en mesure de mobiliser les moyens voulus pour financer l'aménagement.

Ce dialogue offre deux possibilités aux participants :

- a. débattre des difficultés avec lesquelles les villes, notamment dans les pays en développement, sont aux prises pour mobiliser les moyens financiers qu'exige l'aménagement, ainsi que des solutions possibles, et
- b. partager les expériences entre pays en développement et développés à propos des moyens innovants de dégager des ressources supplémentaires pour l'aménagement urbain.

Introduction au sujet

La plupart des autorités urbaines des pays en développement manquent cruellement de moyens, ce qui les rend incapables de satisfaire des besoins toujours accrus en infrastructures et en services de base, sans compter l'entretien des installations déjà en place. Pour remédier à cette situation, on peut améliorer la collecte des ressources en principe existantes, mais les autorités urbaines devraient aussi recourir à des instruments innovants pour dégager des moyens supplémentaires. Dans la plupart des villes des pays en développement, l'assiette fiscale municipale est très réduite et le produit en est très inférieur aux besoins de dépenses. Alors que la plupart des villes dépendent largement du produit des taxes immobilières et des redevances, c'est le pouvoir central qui a la mainmise sur les sources de recettes les plus abondantes comme les impôts sur le revenu, sur les ventes et sur les entreprises. Par conséquent, dans les pays en développement, la grande majorité des villes ne peut que dépendre, dans une large mesure, des crédits budgétaires du pouvoir central, qui sont en général insuffisants. D'un autre côté, bien des principales sources de recettes fiscales ne sont pas en mesure de croître au même rythme que l'inflation, la hausse des revenus des ménages ou la population. Tel est souvent le cas avec la taxe immobilière, principale source de revenu de la plupart des autorités urbaines dans les pays en développement. Dans certains cas, la taxe immobilière est dégressive, ce qui n'en fait pas nécessairement un bon instrument de redistribution ou de recherche de l'équité.

Le Dialogue va tourner autour de deux grands thèmes : (1) les approches endogènes et fondées sur les actifs pour élargir l'assiette et les recettes fiscales, et (2) le rôle de la privatisation (sociétés municipales et d'aménagement) dans la production de revenus et la fourniture de services urbains efficaces et équitables.

On commencera par examiner les liens entre accroissement des investissements publics à l'échelle locale d'une part, et équité et développement humain d'autre part. Cela va donner la toile de fond et la base des débats sur les deux grands thèmes.

S'agissant du premier thème, les orateurs évoqueront l'importance du recours aux stratégies de financement fondées sur les actifs, y compris la captation (ou le partage) des plus-values et le développement économique local. Ils débatteront aussi des sociétés municipales et d'aménagement, des fonds municipaux d'aménagement et d'autres approches institutionnelles susceptibles de produire des recettes.

Quant au second thème, les orateurs passeront au chapitre « dépenses » pour examiner la façon dont ces recettes supplémentaires permettent la fourniture des services collectifs efficaces et équitables. Il s'agira plus particulièrement de la péréquation des coûts (subventions croisées), des budgets participatifs et de l'amélioration des taudis et bidonvilles, tels qu'on peut les appliquer au service de l'équité sociale et de la lutte contre la pauvreté.

Les liens avec le programme de développement pour l'après-2015 et Habitat III

L'APRÈS-2015

Le processus de l'Agenda pour le développement d'après 2015 doit définir le cadre mondial qui, dans ce domaine, va succéder aux Objectifs du millénaire pour le développement dont la plupart ont cette année 2015 pour échéance. Ces travaux vont se dérouler en parallèle avec ceux qui vont fixer les Objectifs de développement durable. ONU-Habitat va s'engager dans ces deux processus tout en conduisant les travaux préparatoires d'un nouveau Programme pour la ville (Habitat III). Dans un cas comme dans l'autre, ONU-Habitat va chercher

à définir un nouveau programme d'urbanisation « durable ». Celui-ci va considérer la ville comme un atout, une solution et une force d'entraînement du développement économique et social. Une économie urbaine robuste, efficace et résiliente est indispensable à toute urbanisation « durable ». On peut, on doit mettre à profit l'immense potentiel invisible et inexploité qu'on trouve dans les villes afin d'en tirer la valeur, la richesse énorme qu'elles recèlent. Ce nouveau paradigme urbain exige des stratégies, des schémas et des modèles qui activent la croissance endogène (et non plus externe), y compris par le recours aux avantages, aux opportunités et au potentiel strictement locaux. Pour que les municipalités soient à même de bien conduire ce processus de développement endogène, il faut qu'elles mobilisent des ressources adéquates à travers des modalités innovantes de production de revenus.

Les grandes interrogations

Lors des débats, les orateurs aborderont les questions suivantes :

- Que peuvent faire les collectivités locales des pays en développement pour augmenter leurs recettes à l'aide de moyens endogènes?
- Quelles sont les expériences innovantes qui peuvent être partagées en matière de captation (ou partage) des plus-values foncières comme outil de financement des aménagements urbains?
- Pourquoi la captation des plus-values foncières comme source de recettes supplémentaires n'est-elle pas largement utilisée dans les villes des pays en développement?
- Quels sont les autres procédés innovants de susciter des recettes?
- Comment les revenus supplémentaires peuvent-ils être utilisés pour promouvoir l'équité sociale et lutter contre la pauvreté ? Quelles expériences peuvent-elles être partagées?
- Quels dispositifs juridiques et institutionnels s'imposent-ils pour faciliter le lien entre amélioration des recettes et progrès social ?

Bibliographie

Aller, Pat. Land Value Tax: Cure for Poverty and Unemployment. Paper presented to the United Nations World Urban Forum for Social Development, Geneva, Switzerland (2000).

Batt, William H. Value Capture as a Policy Tool in Transportation Economics: An Exploration in Public Finance in the Tradition of Henry George. *The American Journal of Economics and Sociology*, (January 2001).

Bahl, R. W, J. F. Linn and D. L. Wetzel. Metropolitan Government Finance in Developing Countries, (2013).

Center for Transit-Oriented Development (CTOD). Capturing the value of Transit (paper prepared for the US Department of Transportation, Federal transit Administration), (November 2008).

Copello, Maldonado, Maria Mercedes and Martim O. Smolka. Using land value capture to benefit the poor: The Usme project in Colombia. Land Lines Article, The Lincoln Institute of Land Policy, http://www.lincolnst.edu/pubs/833_Using-Value-Capture-to-Benefit-the-Poor.

Doherty, Mathew. Funding Public Transport Development through Land Value Capture Programs, http://www.cooperativeindividualism.org/doherty-mathew_land-value-capture.pdf Fox, W.F, Strategic Options for Urban Infrastructure Management. UMP Policy Paper No. 17, Washington DC, World Bank, (1994).

Hartzok, Alanna. Land value capture case studies: Policy implementation and GIS land value mapping. UN-Habitat Conference Report on Financing Affordable Housing and Infrastructure in Cities: Towards Innovative Land and Property Taxation, Warsaw, Poland (15-16 October 2009).

Nunez, Ricardo, James H. Brown and Martim Smolka. Using land Value to Promote Development in Cuba, Land Lines, Volume 12, Number 2, March 2000. <http://www.lincolnst.edu>

Phu, Nguyen Thien. Value capturing: a realistic funding source for urban transportation in Ho Chi Minh City? Paper presented to the 15th annual Conference on Pacific Basin Finance, Economics, Accounting and Management held in Ho Chi Minh City on (July 20 and 21, 2007).

Smolka, Martim O. and David Amborski. Value Capture for Urban Development: An Inter-American Comparison. Lincoln Institute of Land Policy, https://www.lincolnst.edu/pubs/dl/1279_Smolka%20Final.pdf

Smoke, P., Fiscal decentralization in East and Southern Africa: A Selective Review of Experience and Thoughts on Making Progress, New York University (2001).

Stephensen, J. and Trollegaard S. (2000) Fiscal Decentralization and Sub-National Government Finance in Relation to Infrastructure and Service Provision. Synthesis Report Washington DC, World Bank.

UN-Habitat, Enhancing Resource Allocation to Urban Development in Africa, Report of African Regional Seminar on Enhancing Resource Allocation to Cities to Strengthen their Role as Engines of Economic Growth and Development (2006), <http://www.unhabitat.org/pmss/listItemDetails.aspx?publicationID=2292>

UN-Habitat, Improving Municipal Finance- A Global Challenge. UN-Habitat Vol. 9, No. 1 (2003).

UNECOSOC, Millennium Development Goals and Post-2015 Development Agenda, <http://www.un.org/en/ecosoc/about/mdg.shtml>